

direction  
départementale  
des territoires  
et de la mer  
Charente-Maritime

service Urbanisme,  
Aménagement,  
Risques,  
et Développement Durable  
unité  
Prévention des Risques

## Révision du Plan de Prévention des Risques Naturels de mouvements de terrain

### Commune de SAINTES

**Effondrements de cavités souterraines, chutes de blocs,  
glissements de terrain hors berges de la Charente**

### Règlement

Approbation par arrêté préfectoral du Plan d'Exposition aux Risques valant PPRN	18 juin 1990
Révision du PPRN prescrite par arrêté préfectoral	12 avril 2010
Enquête publique ouverte du	14 juin 2011
au	25 juillet 2011
PPRN approuvé par arrêté préfectoral	- 8 MARS 2012

- 8 MARS 2012  
Vu pour être  
annexé à mon Arrêté



Jun 2010

Béatrice ABOLLIVIER



## Table des matières

TITRE I. Portée du règlement PPRN.....	1
CHAPITRE 1. Dispositions générales.....	1
I.1.1. Objet et champ d'application.....	1
I.1.2. Les risques naturels pris en compte au titre du présent document.....	1
I.1.3. Division du territoire en zones de risque.....	1
I.1.4. Utilisation pratique du PPRN.....	1
I.1.5. Effets du PPRN.....	3
Article 1 Effets sur l'usage et l'occupation du sol.....	3
Article 2 Effets sur l'assurance des biens et des activités.....	3
Article 3 Effets sur les populations.....	4
I.1.6. Révision du PPRN.....	5
CHAPITRE 2. Mesures de prévention, de protection et de sauvegarde générales...6	6
I.2.1. Rappel des dispositions réglementaires générales.....	6
I.2.2. Sûreté et la sécurité publique sur le territoire communal.....	6
I.2.3. Sécurité des occupants de terrains de camping et stationnement des caravanes.....	6
I.2.4. Définitions.....	6
Article 1 Définitions générales.....	6
Article 2 Définition des façades exposées.....	8
Article 3 Définition de la hauteur par rapport au terrain naturel.....	9
Article 4 Définition des prescriptions applicables aux changements de destination.....	10
I.2.5. Dispositions spécifiques relatives aux ERP.....	10
I.2.6. Dispositions relatives aux études techniques prescrites par le PPRN.....	12
TITRE II. Réglementation des zones rouges.....	13
CHAPITRE 1. Zone rouge « RF1 », « RF2a » et « RF3 » d'effondrement de cavité souterraine.....	13
II.1.1. Occupation et utilisation du sol interdites.....	13
II.1.2. Occupation et utilisation du sol autorisées.....	13
II.1.3. Prescriptions concernant les projets autorisés.....	14
II.1.4. Prescriptions concernant les biens existants.....	14
II.1.5. Recommandations concernant les biens existants.....	15
CHAPITRE 2. Zone rouge « RF2b » d'effondrement de cavité souterraine.....	16
II.2.1. Occupation et utilisation du sol interdites.....	16
II.2.2. Occupation et utilisation du sol autorisées.....	16
II.2.3. Prescriptions concernant les projets autorisés.....	17
II.2.4. Prescriptions concernant les biens existants.....	17
II.2.5. Recommandations concernant les biens existants.....	18
CHAPITRE 3. Zone rouge « RP2 » et « RP3 » de chutes de blocs.....	19
II.3.1. Occupation et utilisation du sol interdites.....	19
II.3.2. Occupation et utilisation du sol autorisées.....	19
II.3.3. Prescriptions concernant les projets autorisés.....	20
II.3.4. Prescriptions concernant les biens existants.....	21
II.3.5. Recommandations concernant les biens existants.....	21
TITRE III. Réglementation des zones bleues.....	22
CHAPITRE 1. Zone bleue « BF1 » d'effondrement de cavité souterraine.....	22
III.1.1. Occupation et utilisation du sol autorisées.....	22
III.1.2. Occupation et utilisation du sol interdites.....	22

---

III.1.3. Prescriptions concernant les projets autorisés.....	22
III.1.4. Prescriptions concernant les biens existants.....	23
III.1.5. Recommandations concernant les biens existants.....	23
CHAPITRE 2. Zone bleue « BF0 » d'effondrement de cavité souterraine.....	24
III.2.1. Occupation et utilisation du sol autorisées.....	24
III.2.2. Prescriptions concernant les projets autorisés.....	24
III.2.3. Prescriptions concernant les biens existants.....	24
CHAPITRE 3. Zone bleue « BP » de chutes de blocs.....	26
III.3.1. Occupation et utilisation du sol autorisées.....	26
III.3.2. Occupation et utilisation du sol interdites.....	26
III.3.3. Prescriptions concernant les projets autorisés.....	26
III.3.4. Prescriptions concernant les biens existants.....	27
III.3.5. Recommandations concernant les biens existants.....	27
CHAPITRE 4. Zone bleue « BG » de glissement de terrain.....	28
III.4.1. Occupation et utilisation du sol autorisées.....	28
III.4.2. Occupation et utilisation du sol interdite.....	28
III.4.3. Prescriptions concernant les projets autorisés.....	28
III.4.4. Recommandations concernant les biens existants.....	28
TITRE IV. Réglementation des zones blanches.....	29
TITRE V. Découverte de nouvelles cavités.....	30
TITRE VI. Mesures de prévention, de protections et de sauvegardes.....	31
CHAPITRE 1. Mesures de prévention.....	31
VI.1.1. Information des citoyens.....	31
VI.1.2. Information des acquéreurs et locataires.....	31
CHAPITRE 2. Mesures de protection.....	31
CHAPITRE 3. Mesures de sauvegarde.....	32
VI.3.1. L'affichage des consignes de sécurité.....	32
VI.3.2. Le plan communal de sauvegarde PCS.....	32
VI.3.3. Code d'alerte national et obligations d'information.....	32

---

## TITRE I. PORTÉE DU RÈGLEMENT PPRN

### CHAPITRE 1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

#### **I.1.1. Objet et champ d'application**

Le présent règlement s'applique au territoire communal de SAINTES inclus dans le périmètre d'application du PPRN tel qu'il est défini par l'arrêté préfectoral du 12 avril 2010 prescrivant la révision du PER (plan d'exposition aux risques) de 1990, valant PPRN (plan de prévention des risques naturels) conformément à la loi du 2 février 1995.

Il définit :

- **les mesures de prévention à mettre en œuvre contre les risques naturels prévisibles** (article L.562-1 du Code de l'Environnement),
- **les mesures relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des espaces mis en culture ou plantés existants** à la date d'approbation du plan qui doivent être prises par les propriétaires exploitants ou utilisateurs (article L.562-1 du Code de l'Environnement).

#### **I.1.2. Les risques naturels pris en compte au titre du présent document**

Ce document s'intéresse aux risques de mouvements de terrain distingués en trois catégories :

- le risque d'**effondrement de cavités souterraines** lié à la présence de carrières ;
- le risque de **chutes de blocs** ;
- le risque de **glissements de terrain**, à l'exception des mouvements de berges des cours d'eau.

#### **I.1.3. Division du territoire en zones de risque**

Conformément à l'article L.562-1 du Code de l'Environnement, le territoire communal de SAINTES couvert par le PPRN est délimité en :

- ***zones exposées au risque***, différenciées par la nature et l'intensité du risque en zones d'interdictions dites zones rouges et en zones de prescriptions dites zones bleues,
- ***zones non directement exposées aux risques*** mais où des constructions, des ouvrages, des aménagements ou des exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales ou industrielles pourraient aggraver des risques ou en provoquer de nouveaux.

#### **I.1.4. Utilisation pratique du PPRN**

##### **Repérage de la parcelle cadastrale sur le zonage réglementaire**

Le zonage réglementaire permet de repérer toute parcelle cadastrale, par rapport à une zone exposée ou non directement exposée.

Les zones rouges ou bleues sont en plus de leur couleur repérées par deux lettres collées :

- R (pour Rouge) ou B (pour Bleu),
- F, P ou G correspondant aux phénomènes naturels,

Elles sont parfois complétées par un indice 0, 1, 2 ou 3 différenciant des règlements.

Ainsi, pour les zones rouges, l'indice numérique traduit le niveau d'aléa correspondant (1 pour de l'aléa faible traduit en zone rouge, 2 pour de l'aléa moyen traduit en zone rouge et 3 pour de l'aléa fort traduit en zone rouge). Deux types de zone rouge traduisent l'aléa moyen d'effondrement, un indice alphabétique supplémentaire (a ou b) a donc été ajouté pour les différencier.

Pour les zones bleues liées à un aléa faible d'effondrement, l'indice numérique différencie les zones de vide des zones remblayées (1 pour les secteurs sous-cavés traduits en zone bleue et 0 pour les secteur remblayés traduits en zone bleue).

Enfin, on indiquera que l'aléa moyen de glissement de terrain très marginal sur la commune a été traduit en zone bleue BG au même titre que l'aléa faible.

### *Traduction de l'aléa en zonage réglementaire*

	Aléa	Fort	Moyen		Faible	
	Enjeux	Avec ou sans urbanisation	Non urbanisé	Urbanisé	Non urbanisé	Urbanisé
Phénomènes	Effondrement de cavité souterraine	RF3	RF2a	RF2b	RF1	BF1
	Effondrement de cavité comblée	-	-	-	BF0	BF0
	Chute de blocs	RP3	RP2	BP	-	-
	Glissement de terrain	-	-	BG	BG	BG

L'étiquetage de chacune des zones rouges ou bleues de la carte de zonage réglementaire renvoie au présent règlement qui, pour chacune de ces zones, détermine les interdictions et les autorisations sous conditions d'occupation et d'utilisation du sol (un type de règlement pour chaque type de zone).

### **Remarque :**

Cas des terrains supportant plusieurs aléas, exemples :

- RF,P signifie que les règlements RF et RP s'appliquent
- BF2,P signifie que les règlements BF2 et BP s'appliquent
- etc.

### **Utilisation du règlement**

S'il s'agit d'une zone inconstructible dite **zone Rouge (R)**, il faut prendre connaissance des mesures de prévention générales applicables :

- à l'ensemble du territoire (TITRE 1, CHAPITRE 2, paragraphe 1.2.1),
- aux zones rouges (TITRE 2).

S'il s'agit d'une zone constructible sous conditions dite **zone Bleue (B)**, il faut prendre connaissance des mesures de prévention générales applicables :

- à l'ensemble du territoire (TITRE 1, CHAPITRE 2, paragraphe 1.2.1),
- aux zones bleues (TITRE 3).

### **I.1.5. Effets du PPRN – informations générales**

L'article L. 562-4 du Code de l'Environnement précise que le PPRN approuvé vaut **servitude d'utilité publique** et il est **opposable aux tiers**.

Il doit être **annexé au document d'urbanisme** de la commune, s'il existe, conformément à l'article L 126-1 du Code de l'Urbanisme.

En cas de dispositions contradictoires entre ces deux documents, les dispositions du PPRN prévalent sur celles du plan d'urbanisme qui doit en tenir compte.

### **Article 1 Effets sur l'usage et l'occupation du sol**

La loi permet d'imposer pour réglementer le développement des zones tous types de prescriptions s'appliquant aux constructions, aux ouvrages, aux aménagements ainsi qu'aux exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales ou industrielles.

Toutefois, en application de l'article L.562-1 du Code de l'Environnement :

- les travaux de protection imposés sur de l'existant, constructions ou aménagements régulièrement construits conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme, ne peuvent excéder 10 % de la valeur du bien à la date d'approbation du plan,

### **Remarque :**

En application de l'article L562-1 du Code de l'Environnement, les mesures concernant les bâtiments implantés antérieurement à l'approbation du plan **peuvent être rendues obligatoires** en fonction de la nature et de l'intensité du risque dans un délai de **5 ans**, réductible en cas d'urgence.

Pour les projets nouveaux (prescriptions applicables au bâti futur), la non indication d'un délai signifie a priori que les prescriptions sont d'application « immédiate » et qu'en cas de dégâts suite à un phénomène naturel, les assurances pourront le cas échéant se prévaloir de leur non prise en compte pour ne pas indemniser.

À défaut de mention particulière, les prescriptions de travaux de mise en sécurité pour le bâti existant sont à mettre en œuvre lors de la réalisation des travaux de réaménagement des bâtiments existants (mise en conformité).

Il est rappelé que le non respect des conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation, prescrits par le PPRN est puni de peines prévues à l'article L.562-5 du Code de l'Environnement.

### **Article 2 Effets sur l'assurance des biens et des activités**

Par leurs articles 17, 18 et 19, titre II, chap.II, de la loi n° 95 – 101 du 2 février 1995 modificative de la loi du 22 juillet 1987, est conservée pour les entreprises d'assurance l'obligation créée par la loi n° 82 – 600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes des catastrophes naturelles, d'étendre leurs garanties aux biens et aux activités aux effets des catastrophes naturelles.

En cas de non respect de certaines règles du PPRN, la possibilité pour les entreprises d'assurance de

déroger à certaines règles d'indemnisation des catastrophes naturelles est ouverte par la loi.

Depuis le 2 janvier 2001, un nouveau dispositif de franchise applicable à l'indemnisation des dommages résultant des catastrophes naturelles est entré en vigueur. Il résulte des trois arrêtés du 5 septembre 2000 portant modification des articles A 125 –1 modifié par l'arrêté du 4 août 2003, A 125 – 2 et créant l'article A 125 – 3 du Code des Assurances qui ont pour effet :

- de réactualiser les franchises de base payées par les particuliers en matière de catastrophes naturelles,
- de créer une franchise spécifique pour les dommages consécutifs à la sécheresse afin de distinguer les dommages mineurs des dommages remettant en cause l'utilisation du bien ou qui affectent sa structure,
- de moduler les franchises applicables, **en l'absence de prescription de PPRN**, en fonction du nombre d'arrêté de constatation de l'état de catastrophe naturelle, pris pour le même risque publié au Journal Officiel, au cours des cinq années précédant la date de la nouvelle constatation :
  - premier et second arrêté portant constatation de l'état de catastrophe naturelle pour le même risque : application de la franchise applicable,
  - troisième arrêté pris pour le même risque : doublement de la franchise applicable,
  - quatrième arrêté pris pour le même risque : triplement de la franchise applicable,
  - cinquième arrêté pris pour le même risque : quadruplement de la franchise applicable.

**Ces dispositions de majoration de franchise sont suspendues à la date de prescription du PPRN. Elles reprennent leurs effets en l'absence d'approbation du PPRN dans un délai de 4 ans à compter de la date de prescription.**

Ces arrêtés résultent d'une volonté de mieux lier indemnisation et prévention mais également de la détérioration financière du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles mis en place par la loi du 13 juillet 1982.

### **Article 3 Effets sur les populations**

L'article L.562-1 du Code de l'Environnement permet la prescription de mesures d'ensemble qui sont, en matière de sécurité publique ou d'organisation des secours, des mesures de prévention, de protection et de sauvegarde pouvant concerner des collectivités publiques, dans le cadre de leurs compétences, des particuliers ou des groupements de particuliers.

Ces mesures qui peuvent être rendues obligatoires sont :

- des règles relatives aux réseaux et infrastructures publics desservant les zones exposées et visant à faciliter les éventuelles mesures d'évacuation et l'intervention des secours,
- des prescriptions aux particuliers, ou aux groupements de particuliers quand ils existent, de réalisation de travaux contribuant à la prévention des risques ou d'intervention en cas de survenance des phénomènes considérés,
- des prescriptions pour la réalisation de constructions ou d'aménagements nouveaux, subordonnés à la constitution d'associations syndicales chargées de certains travaux nécessaires à la prévention des risques.

#### **I.1.6. Révision du PPRN**



Conformément à l'article L562-4-1 du Code de l'environnement, le plan de prévention des risques naturels prévisibles peut être révisé selon les formes de son élaboration.

Le zonage réglementaire peut être modifié, à l'occasion de procédures de révision du Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles, pour tenir compte :

- soit d'une aggravation de l'aléa suite à des faits nouveaux,
- soit d'une évolution de la réglementation.

L'article R562-10 du Code de l'Environnement fixe les modalités de cette révision.

## **CHAPITRE 2. MESURES DE PRÉVENTION, DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE GÉNÉRALES**

### **I.2.1. Rappel des dispositions réglementaires générales**

Certaines réglementations d'ordre public concourent à des actions préventives contre les risques naturels. C'est le cas notamment des dispositions du Code Rural en matière d'entretien des cours d'eau, des Codes Forestier et de l'Urbanisme concernant la protection des espaces boisés et la gestion des droits du sol, du Code Minier en matière de travaux miniers et du Code de l'Environnement.

### **I.2.2. Sûreté et la sécurité publique sur le territoire communal**

L'organisation de la sécurité, en vertu des pouvoirs de police conférés par le Code Général des Collectivités Territoriales, est du ressort du Maire sous le contrôle administratif du représentant de l'Etat dans le département (Art. L 2212-1 à L 2212-5 du Code Général des Collectivités Territoriales). Toutefois, le Préfet dispose dans des conditions strictes d'un pouvoir de substitution au Maire (art. L 2215-1) en matière de sécurité publique.

### **I.2.3. Sécurité des occupants de terrains de camping et stationnement des caravanes**

Conformément aux dispositions des articles R.125-15 à R.125-22 relatifs au droit à l'information sur les risques majeurs et aux dispositions particulières aux terrains de camping et assimilés, **le Maire fixe**, sur avis de la sous-commission départementale pour la sécurité des campings, pour chaque terrain les prescriptions d'information, d'alerte, d'évacuation permettant d'assurer la sécurité des occupants des terrains situés dans les zones à risques ainsi que le délai dans lequel elles devront être réalisées.

L'implantation nouvelle de terrains de camping en zones d'aléa fort et moyen n'est pas autorisée.

### **I.2.4. Définitions**

#### **Article 1 Définitions générales**

##### **Projet**

Un projet peut relever de plusieurs opérations à la fois, l'autorisation sollicitée peut par exemple à la fois entraîner un changement de destination et la réfection d'un bâtiment existant.

##### **Bâti existant**

On considère ici comme « bâti existant » l'ensemble d'une parcelle cadastrée, c'est-à-dire le bâtiment en lui-même (Surface Hors Œuvre Brute (SHOB)<sup>1</sup> et Surface Hors Œuvre Nette (SHON)), ainsi que le terrain attenant dans la mesure où ses conditions d'aménagement et d'entretien impactent directement le bâtiment et le terrain lui-même (accès, remblais, déblais, ouvrages d'assainissements enterrés, réseaux, murs de soutènements, murets, etc.).

L'adaptation, la réfection et l'extension ne peuvent en aucun cas donner lieu à la reconstruction

---

<sup>1</sup> La surface de plancher hors œuvre brute d'une construction est égale à la somme des surfaces de plancher de chaque niveau de la construction. Article R\*112-2 du Code de l'environnement -version modifiée du 9/10/2010

totale d'un bâtiment ou d'une installation. Toute reconstruction est considérée comme une construction nouvelle.

### **Projets nouveaux**

Est considéré comme projet nouveau :

- tout ouvrage neuf (construction, aménagement, camping, installation, clôture...) ;
- toute reconstruction, restructuration, extension du bâti ;
- toute extension de bâtiment existant.

### **Extension du bâti existant**

C'est la création d'un nouveau bâtiment attenant au bâti existant ainsi que tous les ouvrages qui permettent sa réalisation (voiries, réseaux, accès, murs, remblais, déblais, etc.). Une extension doit rester relativement faible, il ne peut s'agir du doublement d'une construction.

### **Aménagements et projets d'aménagements**

Ces termes revêtent plusieurs définitions. Il peut s'agir de :

- **Rénovation** : remise à neuf, restitution d'un aspect neuf. Travail consistant à remettre dans un état analogue à l'état d'origine un bâtiment ou un ouvrage dégradés par le temps, les intempéries, l'usure, etc., dans le volume existant ;
- **Adaptation et réhabilitation** : correspond aux travaux de confort, de commodité, de mise aux normes, comme par exemple la création d'ouvertures pour aménager une salle de bains dans un volume existant, mise aux normes de confort électrique et sanitaire, chauffage, isolation thermique et phonique, etc., dans le volume existant ;
- **Réfection** : Travaux de remise en état et de réparations, dans le volume existant, d'un ouvrage qui ne remplit plus ses fonctions, suite à une dégradation ou à des malfaçons ; le résultat d'une réfection est en principe analogue à ce qui existait ou aurait dû exister. La construction existante doit avoir une certaine consistance, sinon il s'agira d'une nouvelle construction ;
- **Restructuration** : il s'agit de travaux importants en particulier sur la structure du bâti, ayant comme conséquence de permettre une redistribution des espaces de plusieurs niveaux. Les opérations prévoyant la démolition des planchers intérieurs intermédiaires ou le remplacement de façade ou pignon, sans extension, font partie de cette catégorie ;
- **Transformation** : ensemble de travaux d'architecture concernant la distribution de locaux d'un bâtiment, sans incidence sur ses volumes extérieurs (agrandissement ou surélévation), mais éventuellement avec percement ou remaniement de baies, lucarnes, etc. ;
- **Changement de destination des biens** : « Restructuration » et « Transformation » peuvent conduire au changement de l'usage d'un bien. C'est le cas lorsqu'une grange est transformée en habitation, une habitation en gîte ou en hôtel, etc. Le changement de destination d'un bien implique nécessairement une modification de la vulnérabilité. Elle augmente lorsque la population et/ou la valeur du bien augmente, elle diminue dans les autres cas. Le changement de destination peut également exister sans travaux.

En ce qui concerne la prise en compte des risques naturels, on veillera ici à ce que tout projet d'aménagement respecte les règles minimums d'urbanisme permettant de ne pas aggraver la vulnérabilité et si possible de la réduire (voir ci-après).

## **Vulnérabilité**

Qualifie ici la plus ou moins grande quantité de personnes ou de biens susceptibles d'être affectés par la présence d'un phénomène naturel. Pour diminuer la vulnérabilité, il sera recherché en priorité de diminuer la présence humaine (diminution du nombre de logements, pas de nouveaux logements, pièces de commerces avec une zone de protection du personnel et des marchandises, etc.). La mise en œuvre de mesures de protection individuelles ou collectives est également de nature à réduire la vulnérabilité.

### **Article 2 Définition des façades exposées**

Le règlement utilise la notion de « façade exposée » notamment dans le cas de chutes de blocs. Cette notion, simple dans beaucoup de cas, mérite d'être explicitée pour les cas complexes :

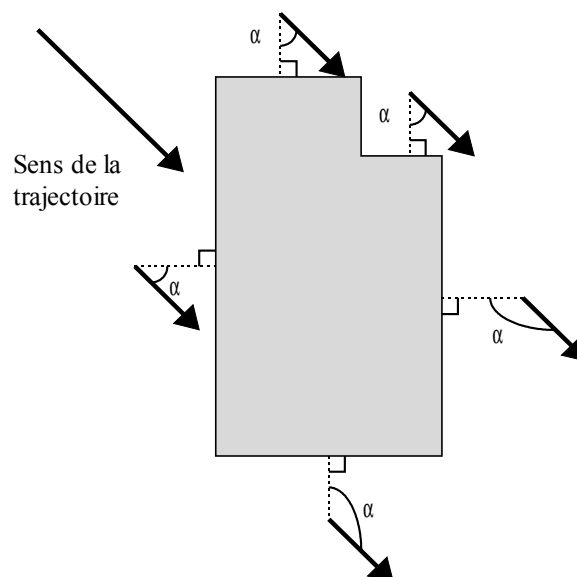
- la direction de propagation du phénomène est généralement celle de la ligne de plus grande pente (en cas de doute, la carte des phénomènes et la carte des aléas permettront souvent de définir sans ambiguïté le point de départ ainsi que la nature et la direction des trajectoires prévisibles),
- elle peut s'en écarter significativement, du fait de la dynamique propre au phénomène (rebonds irréguliers pendant les chutes de blocs, ...), d'irrégularités de la surface topographique, de la présence de constructions à proximité, constituant autant d'obstacles déflecteurs.

Soit  $\alpha$  l'angle formé par le sens de la trajectoire et la perpendiculaire de la façade

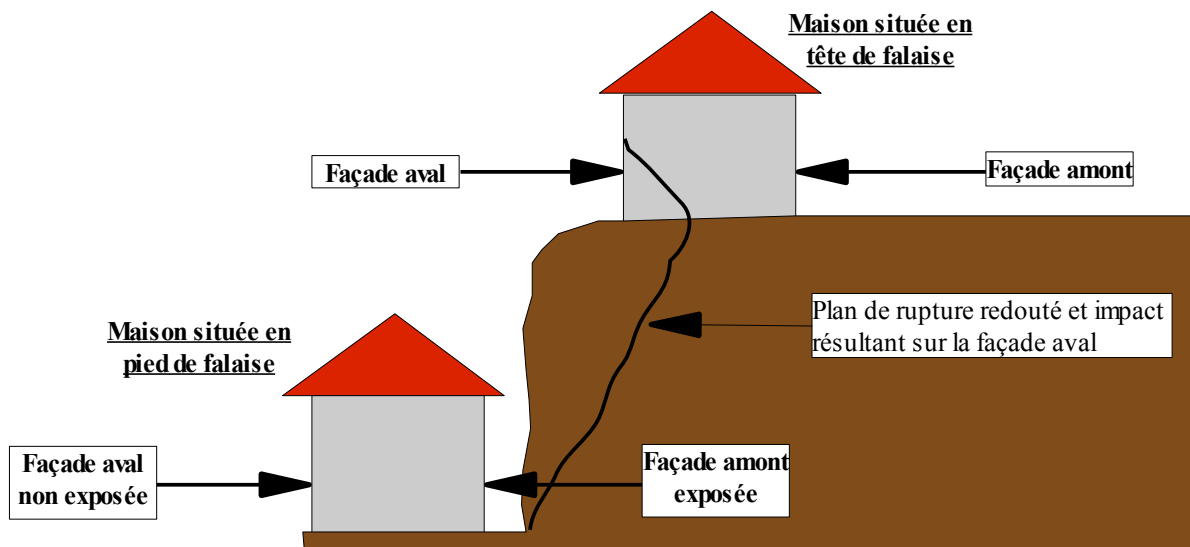
Sont considérés comme :

- directement exposées, les façades pour lesquelles  $0^\circ \leq \alpha < 90^\circ$
- indirectement ou non exposées, les façades pour lesquelles  $90^\circ \leq \alpha \leq 180^\circ$

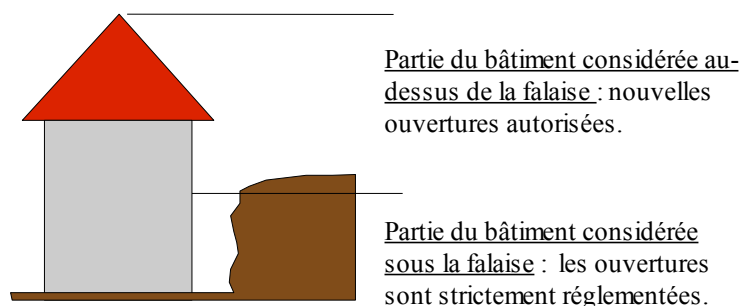
**Le mode de mesure de l'angle  $\alpha$  est schématisé ci-dessous :**



### Notions de façades amont et de façades aval :



### Notion de hauteur de façade exposée par rapport à la hauteur de la falaise :



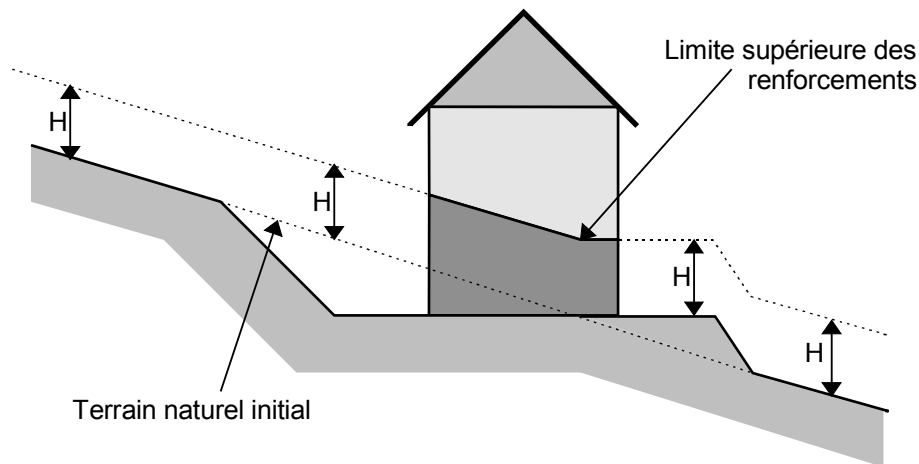
Toute disposition architecturale particulière ne s'inscrivant pas dans ces schémas de principe devra être traitée dans le sens de la plus grande sécurité.

Il peut arriver qu'un site soit concerné par plusieurs directions de propagation ; toutes sont à prendre en compte.

### **Article 3 Définition de la hauteur par rapport au terrain naturel**

Le règlement utilise aussi la notion de « hauteur par rapport au terrain naturel » et cette notion mérite d'être explicitée pour les cas complexes. Elle est notamment utilisée pour les chutes de blocs.

- En cas de **terrassements en déblais**, la hauteur doit être mesurée par rapport au terrain naturel initial.
- En cas de **terrassements en remblais**, ceux-ci ne peuvent remplacer le renforcement des façades exposées que s'ils sont attenants à la construction et s'ils ont été spécifiquement conçus pour cela. Dans le cas général, la hauteur à renforcer sera mesurée **depuis le sommet des remblais**.



Toute disposition architecturale particulière ne s'inscrivant pas dans ce schéma de principe devra être traitée dans le sens de la plus grande sécurité.

#### **Article 4 Définition des prescriptions applicables aux changements de destination**

Lorsqu'un changement de destination est autorisé on appliquera :

- les prescriptions au bâti futur lorsque le changement de destination conduit à transformer le bâti en habitation ;
- les prescriptions au bâti existant dans les autres cas.

##### **I.2.5. Dispositions spécifiques relatives aux ERP**

Lorsque le règlement de la zone le prévoit, les ERP (Établissement Recevant du Public) sont soumis aux prescriptions suivantes, s'ajoutant à celles s'appliquant déjà aux constructions, ouvrages, aménagements ou exploitations situées dans la zone correspondante :

- réalisation préalable d'une étude de danger définissant les conditions de mise en sécurité des occupants et usagers tant dans les bâtiments qu'à leurs abords ou annexes et, s'il s'agit d'un service public lié à la sécurité, les modalités de continuité de celui-ci,
- mise en œuvre des mesures de protection nécessaires (conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation de l'établissement) pour assurer la sécurité des personnes sur le site ou/et leur évacuation.

Il est rappelé que, s'agissant de règles de construction et d'autres règles, l'application de ces mesures est à la charge entière du maître d'ouvrage, le propriétaire et l'exploitant étant responsables vis-à-vis des occupants et des usagers.

Les **différentes catégories d'ERP** sont données à titre d'information :

- 1er groupe :
  - **1<sup>ère</sup> catégorie** : effectif supérieur à 1 500 personnes ;
  - **2<sup>ème</sup> catégorie** : effectif compris entre 701 et 1 500 personnes ;
  - **3<sup>ème</sup> catégorie** : effectif compris entre 301 et 700 personnes ;

- **4<sup>ème</sup> catégorie** : effectif inférieur ou égal à 300 personnes, à l'exception des établissements compris dans la 5<sup>ème</sup> catégorie.
- 2<sup>ème</sup> groupe
- **5<sup>ème</sup> catégorie** : établissements dans lesquels l'effectif du public est inférieur au minimum fixé par le règlement de sécurité pour chaque type d'exploitation. Seul l'effectif du public est pris en considération.

### **Différents types d'ERP :**

#### **Établissements installés dans un bâtiment :**

**J** : structure d'accueil pour personnes âgées ou personnes handicapées

**L** : salles d'audition, de conférences, de réunions, de spectacle, ou à usage multiple

**M** : magasin de vente, centre commerciaux

**N** : restaurant débit de boisson

**O** : hôtels et pensions de famille

**P** : salles de danse et salles de jeux

**R** : établissements d'enseignement, colonies de vacances

**S** : bibliothèques, centres de documentation

**T** : salle d'exposition

**U** : établissements sanitaires

**V** : établissement de culte

**W** : administrations, banques, bureaux

**X** : établissements sportifs couverts

**Y** : musées

#### **Établissements spéciaux :**

**PA** : établissements de plein air

**CTS** : Chapiteaux, tentes et structures itinérants ou à implantation prolongée ou fixes

**SG** : structures gonflables

**PS** : parcs de stationnement couverts

**OA** : hôtels-restaurants d'altitude

**GA** : gares accessibles au public

**EF** : établissements flottants ou bateaux stationnaires et bateaux

**REF** : refuge de montagne

#### **Immeubles de grande hauteur (IGH) :**

**GHA** : habitations

**GHO** : hôtel

**GHR** : enseignement

**GHS** : dépôt d'archives

**GHU** : usage sanitaire

**GHW** : bureaux

**GHZ** : usage mixte

**I.2.6. Dispositions relatives aux études techniques prescrites par le PPRN**

En application de l'article R431-16C du Code de l'Urbanisme, le pétitionnaire devra fournir à l'appui de son permis de construire, une attestation certifiant que l'étude imposée par le PPRN a été réalisée et que les prescriptions définies par les études techniques sont effectivement intégrées à son projet dans le respect du règlement du PPRN. Cette attestation sera établie par l'architecte du projet ou par un expert agréé.



## TITRE II. RÉGLEMENTATION DES ZONES ROUGES

### **CHAPITRE 1. ZONE ROUGE »RF1«, « RF2a » ET « RF3 » D'EFFONDREMENT DE CAVITÉ SOUTERRAINE**

**Sont concernées les zones RF1, RF2a et RF3.**

#### **II.1.1. Occupation et utilisation du sol interdites**

- Tout projet nouveau, tels que constructions, aménagements, installations diverses, remblais, déblais, terrassements divers, est interdit, à l'exception de ceux mentionnés au § II.1.2..
- Les dépôts d'ordures et de tout autre type de matériaux de décharges sont interdits en dehors de ceux réalisés dans le cadre d'un remblaiement autorisé ;

#### **II.1.2. Occupation et utilisation du sol autorisées**

Sont autorisés sous réserve de ne pas aggraver le risque :

- Les travaux d'entretien et de gestion courants des bâtiments, installations, ouvrages et infrastructures existants antérieurement à l'approbation du PPRN et de ceux autorisés par le PPRN, ainsi que les travaux et installations nécessaires à la mise en sécurité, à la mise aux normes et à l'accessibilité des constructions existantes et autorisées ;
- Les extensions de bâtiments existants, pour des raisons de mise aux normes et/ou d'insalubrité, limitées à 20% de la SHOB initiale des constructions à compter de la date d'approbation du PPRN. La prise en compte des risques de mouvements de terrain sera alors nécessaire. Les extensions peuvent se faire en plusieurs fois tant que le cumul de leur superficie ne dépasse pas 20% de la SHOB de la construction initiale ;
- Les travaux et aménagements de nature à réduire les risques ;
- Les travaux d'infrastructure et d'aménagement urbain, sous réserve qu'ils ne puissent être réalisés dans des secteurs moins exposés aux risques de mouvements de terrain et qu'ils soient accompagnés de mesures de protection vis-à-vis des futurs usagers ;
- Les constructions, les installations techniques et les travaux nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt public, qui ne sauraient être implantés en d'autres lieux, à l'exception des réseaux de distribution de gaz, des postes de transformation, des éoliennes et tous autres antennes et pylônes. Les poteaux télégraphiques et de ligne électrique sont cependant autorisés ;
- Les réparations et la reconstruction à l'identique des bâtiments sinistrés, sous réserve que l'origine des dommages n'ait pas de lien avec le risque qui a entraîné le classement en zone rouge. La prise en compte du risque de mouvements de terrain sera alors nécessaire ;
- La démolition de bâtiments ou d'équipements en tenant compte du risque de mouvements de terrain. Les biens démolis ne disposeront pas de permis de reconstruire, à l'exception de ceux autorisés par ailleurs ;
- Les changements de destination, l'aménagement et la réhabilitation des constructions existantes sans augmentation de la vulnérabilité et sous réserve de ne pas créer de nouveaux logements ni d'ERP toutes catégories confondues. La prise en compte du risque de mouvements de terrain sera alors nécessaire ;
- L'aménagement de terrains de sport, de parcs publics et des bâtiments nécessaires à leur fonctionnement (vestiaires, sanitaires, etc.), sous réserve de disposer ces bâtiments **hors zone rouge RF3** (implantation tolérée en zone rouge RF1 ou en zone rouge RF2a) et en préférant

des structures légères ;

- Les abris de jardin de moins de 10 m<sup>2</sup>, sous réserve qu'ils ne fassent pas l'objet d'une occupation humaine ;
- L'utilisation agricole et forestière des terrains (cultures, prairie de fauche, pâturage, etc.) ;
- Les constructions et installations nécessaires à l'activité agricole ou forestière, non destinées à une occupation humaine, **en zones rouges RF1 et RF2a uniquement**, avec éléments justificatifs sur l'impossibilité de les réaliser ailleurs au regard du type de production et de la structure des exploitations concernées ;
- Les comblements de carrières sous certaines conditions ;
- La jouissance des carrières en temps que champignonnières ou pour le stockage de matériel, à l'exception des matières dangereuses, explosives ou toxiques, et sous réserve qu'elles ne fassent pas l'objet d'une occupation humaine permanente. Cette utilisation des carrières se fera sous l'entière responsabilité du propriétaire.

### **II.1.3. Prescriptions concernant les projets autorisés**

- Pour tout aménagement et/ou construction soumis à permis de construire, une étude géotechnique spécifique devra être réalisée par un bureau d'études spécialisé. Cette étude devra définir les conditions de réalisation du projet en tenant compte de l'aléa considéré (fondation, confortement voire comblement des vides sur l'ensemble de la propriété, gestion des réseaux, gestion des évacuations d'eau, etc.) ;
- Les travaux relatifs aux voies de circulation, aux réseaux et tout autre aménagement d'utilité publique devront être réalisés en tenant compte du risque de mouvements de terrain. Une étude géotechnique spécifique réalisée par un bureau d'études spécialisé devra définir les conditions de réalisation du projet en tenant compte de l'aléa considéré (fondations, confortement voire comblement des vides sur l'ensemble de la propriété, gestion des réseaux, gestion des évacuations d'eau, etc.) ;
- Les rejets d'eaux pluviales et usées dans les carrières sont interdits. Ils devront être raccordés aux réseaux collectifs existants ou dirigés hors zone de risque de mouvements de terrain pour y être traités ;
- Tout comblement de cavité devra faire l'objet d'une étude technique préalable indiquant le type de matériaux à utiliser et les conditions de leur mise en œuvre ;
- Les dépôts d'ordures et de tout autre type de matériaux de décharges sont interdits en dehors de ceux réalisés dans le cadre d'un remblaiement autorisé ;
- Tout changement de destination devra faire l'objet d'une étude technique spécifique ;
- Une attestation établie par l'architecte du projet ou par un expert agréé certifiera que les études techniques prescrites ci-dessus ont été réalisées et que le projet prend en compte leurs préconisations au stade de la conception ;
- Toute utilisation de carrière en temps que champignonnière ou nouveau lieu de stockage de matériel devra faire l'objet d'une inspection géotechnique préalable qui déterminera, le cas échéant, les conditions d'occupation des lieux et la fréquence des visites de contrôle.

### **II.1.4. Prescriptions concernant les biens existants**

- Les rejets d'eaux pluviales et usées dans les carrières souterraines sont interdits. Toute évacuation de ce type devra être mise en conformité par les propriétaires dans un délai de 2 ans à compter de la date d'approbation du PPRN, en se raccordant aux réseaux collectifs existants ou en dirigeant ces eaux hors zone de risque de mouvements de terrain pour y être

traitées ;

- Dans un délai de 4 ans à compter de la date d'approbation du PPRN, chaque propriétaire ou gestionnaire de réseaux fera procéder à un diagnostic de ses réseaux d'eaux potable, pluviales, industrielles, agricoles et usées, en vue de déceler d'éventuelles fuites. Cette démarche vise à éviter toute infiltration en direction des carrières.

Le cas échéant, il fera procéder aux réparations des fuites dans un délai maximum d'un an après le diagnostic.

Cette procédure devra se renouveler tous les 5 ans ;

#### **II.1.5. Recommandations concernant les biens existants**

- Assurer la surveillance périodique et, le cas échéant, de mettre en œuvre les travaux proposés par les fiches individuelles de carrières (cahiers descriptifs des carrières).

Cette surveillance périodique devra s'attacher à noter toute évolution notable de l'état de stabilité des carrières (fissures, décollement de toit, comportements des piliers, mouvements de terrain récents, etc.).

Il serait souhaitable de faire exercer cette surveillance par un même géologue géotechnicien, ce qui permettra de disposer d'informations homogènes entre elles.

Ce type de mission à la charge des propriétaires peut être réalisé sous convention par la commune ;

- Il est conseillé de réglementer la circulation sur les tronçons de routes concernés par un risque d'effondrement de cavité souterraine en limitant par exemple le tonnage des véhicules autorisés à circuler. Les limitations des tonnages seront évaluées au cas par cas par un géotechnicien.

## **CHAPITRE 2. ZONE ROUGE « RF2b » D'EFFONDREMENT DE CAVITÉ SOUTERRAINE**

**Sont concernées les zones RF2b.**

### **II.2.1. Occupation et utilisation du sol interdites**

- Tout projet nouveau, tels que constructions, aménagements, installations diverses, remblais, déblais, terrassements divers, est interdit, à l'exception de ceux mentionnés au § II.2.2..
- Les dépôts d'ordures et de tout autre type de matériaux de décharges sont interdits en dehors de ceux réalisés dans le cadre d'un remblaiement autorisé ;

### **II.2.2. Occupation et utilisation du sol autorisées**

Sont autorisés sous réserve de ne pas aggraver le risque :

- Les travaux d'entretien et de gestion courants des bâtiments, installations, ouvrages et infrastructures existants antérieurement à l'approbation du PPRN et de ceux autorisés par le PPRN, ainsi que les travaux et installations nécessaires à la mise en sécurité, à la mise aux normes et à l'accessibilité des constructions existantes et autorisées ;
- Les extensions de bâtiments existants, pour des raisons de mise aux normes et/ou d'insalubrité, limitées à 20% de la SHOB initiale des constructions à compter de la date d'approbation du PPRN. La prise en compte des risques de mouvements de terrain sera alors nécessaire. Les extensions peuvent se faire en plusieurs fois tant que le cumul de leur superficie ne dépasse pas 20% de la SHOB de la construction initiale ;
- Les annexes légères aux bâtiments existants tels que garages préfabriqués et vérandas, dans une limite d'emprise au sol de 50 m<sup>2</sup> et en tenant compte du risque de mouvements de terrain et les abris de jardin de moins de 10 m<sup>2</sup>, sous réserve qu'ils ne fassent pas l'objet d'une occupation humaine ;
- Les travaux et aménagements de nature à réduire les risques ;
- Les travaux d'infrastructure et d'aménagement urbain, sous réserve qu'ils ne puissent être réalisés dans des secteurs moins exposés aux risques de mouvements de terrain et qu'ils soient accompagnés de mesures de protection vis-à-vis des futurs usagers ;
- Les constructions, les installations techniques et les travaux nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt public, qui ne sauraient être implantés en d'autres lieux, à l'exception des réseaux de distribution de gaz, des postes de transformation, des éoliennes et tous autres antennes et pylônes. Les poteaux télégraphiques et de ligne électrique sont cependant autorisés ;
- Les réparations et la reconstruction à l'identique des bâtiments sinistrés, sous réserve que l'origine des dommages n'ait pas de lien avec le risque qui a entraîné le classement en zone rouge. La prise en compte du risque de mouvements de terrain sera alors nécessaire ;
- La démolition de bâtiments ou d'équipements en tenant compte du risque de mouvements de terrain. Les biens démolis ne disposeront pas de permis de reconstruire, à l'exception de ceux autorisés par ailleurs ;
- Les changements de destination, l'aménagement et la réhabilitation des constructions existantes sans augmentation de la vulnérabilité et sous réserve de ne pas créer de nouveaux logements ni d'ERP toutes catégories confondues. La prise en compte du risque d'effondrement sera alors nécessaire ;

- L'aménagement de terrains de sport, de parcs publics et des bâtiments nécessaires à leur fonctionnement (vestiaires, sanitaires, etc.) en préférant des structures légères ;
- L'utilisation agricole et forestière des terrains (cultures, prairie de fauche, pâturage, etc.) ;
- Les constructions et installations nécessaires à l'activité agricole ou forestière, non destinées à une occupation humaine, avec éléments justificatifs sur l'impossibilité de les réaliser ailleurs au regard du type de production et de la structure des exploitations concernées ;
- Les comblements de carrières sous certaines conditions ;
- La jouissance des carrières en temps que champignonnières ou pour le stockage de matériel, à l'exception des matières dangereuses, explosives ou toxiques, et sous réserve qu'elles ne fassent pas l'objet d'une occupation humaine permanente. Cette utilisation des carrières se fera sous l'entière responsabilité des propriétaires.

### **II.2.3. Prescriptions concernant les projets autorisés**

- Pour tout aménagement et/ou construction soumis à permis de construire, une étude géotechnique spécifique devra être réalisée par un bureau d'études spécialisé. Cette étude devra définir les conditions de réalisation du projet en tenant compte de l'aléa considéré (fondation, confortement voire comblement des vides sur l'ensemble de la propriété, gestion des réseaux, gestion des évacuations d'eau, etc.) ;
- Les travaux relatifs aux voies de circulation, aux réseaux et tout autre aménagement d'utilité publique devront être réalisés en tenant compte du risque de mouvements de terrain. Une étude géotechnique spécifique réalisée par un bureau d'études spécialisé devra définir les conditions de réalisation du projet en tenant compte de l'aléa considéré (fondations, confortement voire comblement des vides sur l'ensemble de la propriété, gestion des réseaux, gestion des évacuations d'eau, etc.) ;
- Les rejets d'eaux pluviales et usées dans les carrières sont interdits. Ils devront être raccordés aux réseaux collectifs existants ou dirigés hors zone de risque de mouvements de terrain pour y être traités ;
- Tout comblement de cavité devra faire l'objet d'une étude technique préalable indiquant le type de matériaux à utiliser et les conditions de leur mise en œuvre ;
- Tout changement de destination devra faire l'objet d'une étude technique spécifique ;
- Une attestation établie par l'architecte du projet ou par un expert agréé certifiera que les études techniques prescrites ci-dessus ont été réalisées et que le projet prend en compte leurs préconisations au stade de la conception ;
- Toute utilisation de carrière en temps que champignonnière ou nouveau lieu de stockage de matériel devra faire l'objet d'une inspection géotechnique préalable qui déterminera, le cas échéant, les conditions d'occupation des lieux et la fréquence des visites de contrôle.

### **II.2.4. Prescriptions concernant les biens existants**

- Les rejets d'eaux pluviales et usées dans les carrières sont interdits. Toute évacuation de ce type devra être mise en conformité dans un délai de 2 ans à compter de la date d'approbation du PPRN, en se raccordant aux réseaux collectifs existants ou en dirigeant ces eaux hors zone de risque de mouvements de terrain pour y être traitées ;
- Dans un délai de 4 ans à compter de la date d'approbation du PPRN, chaque propriétaire ou gestionnaire de réseaux fera procéder à un diagnostic de ses réseaux d'eaux potable, industrielles, agricoles, pluviales et usées, en vue de déceler d'éventuelles fuites. Cette démarche vise à éviter toute infiltration en direction des carrières.

Le cas échéant, il fera procéder aux réparations des fuites dans un délai maximum d'un an après le diagnostic.

Cette procédure devra se renouveler tous les 5 ans.

#### **II.2.5. Recommandations concernant les biens existants**

- Assurer la surveillance périodique et, le cas échéant, de mettre en œuvre les travaux proposés par les fiches individuelles de carrières (cahiers descriptifs des carrières).

Cette surveillance périodique devra s'attacher à noter toute évolution notable de l'état de stabilité des carrières (fissures, décollement de toit, comportements des piliers, mouvements de terrain récents, etc.).

Il serait souhaitable de faire exercer cette surveillance par un même géologue géotechnicien, ce qui permettra de disposer d'informations homogènes entre elles.

Ce type de mission à la charge des propriétaires peut être réalisé sous convention par la commune ;

- Il est conseillé de réglementer la circulation sur les tronçons de routes concernés par un risque d'effondrement de cavité souterraine en limitant par exemple le tonnage des véhicules autorisés à circuler. Les limitations des tonnages seront évaluées au cas par cas par un géotechnicien.

## CHAPITRE 3. ZONE ROUGE « RP2 » ET « RP3 » DE CHUTES DE BLOCS

Sont concernées les zones RP2 et RP3

### II.3.1. Occupation et utilisation du sol interdites

- Tout projet nouveau, tels que constructions, aménagements, installations diverses, remblais, déblais, terrassements divers, est interdit, à l'exception de ceux mentionnés au § II.3.2..

### II.3.2. Occupation et utilisation du sol autorisées

Sont autorisés sous réserve de ne pas aggraver le risque :

- Les travaux d'entretien et de gestion courants des bâtiments, installations, ouvrages et infrastructures existants antérieurement à l'approbation du PPRN et de ceux autorisés par le PPRN, ainsi que les travaux et installations nécessaires à la mise en sécurité, à la mise aux normes et à l'accessibilité des constructions existantes et autorisées ;
- Les extensions de bâtiments existants, pour des raisons de mise aux normes et/ou d'insalubrité, limitées à 20% de la SHOB initiale des constructions à compter de la date d'approbation du PPRN, sous réserve de les réaliser sur une façade non exposée pour les constructions situées en pied de falaise, et sur la façade amont pour les constructions situées en tête de falaise. La prise en compte des risques de mouvements de terrain sera alors nécessaire. Les extensions peuvent se faire en plusieurs fois tant que le cumul de leur superficie ne dépasse pas 20% de la SHOB de la construction initiale ;
- Les travaux et aménagements de nature à réduire les risques ;
- Les travaux d'infrastructure et d'aménagement urbain, sous réserve qu'ils ne puissent être réalisés dans des secteurs moins exposés aux risques de mouvements de terrain et qu'ils soient accompagnés de mesures de protection vis-à-vis des futurs usagers ;
- Les constructions, les installations techniques et les travaux nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt public qui ne sauraient être implantées en d'autres lieux ;
- Les réparations et la reconstruction à l'identique des bâtiments sinistrés, sous réserve que l'origine des dommages n'ait pas de lien avec le risque qui a entraîné le classement en zone rouge. La prise en compte du risque de mouvements de terrain sera alors nécessaire, ce qui pourra entraîner des modifications sur les façades directement exposées (ouvertures, résistance, etc.) ;
- La démolition de bâtiments ou d'équipements en tenant compte du risque de mouvements de terrain. Les biens démolis ne disposeront pas de permis de reconstruire, à l'exception de ceux autorisés par ailleurs ;
- Les changements de destination, l'aménagement et la réhabilitation des constructions existantes sans augmentation de la vulnérabilité et sous réserve de ne pas créer de nouveaux logements ni d'ERP toutes catégories confondues. La prise en compte du risque de mouvements de terrain sera alors nécessaire ;
- L'aménagement de terrains de sport, de parcs publics et des bâtiments nécessaires à leur fonctionnement (vestiaires, sanitaires, etc.) **uniquement en zone rouge RP2** (implantation interdite en zone rouge RP3) ;
- Les abris de jardin de moins de 10 m<sup>2</sup>, sous réserve qu'ils ne fassent pas l'objet d'une occupation humaine ;
- L'utilisation agricole et forestière des terrains (cultures, prairie de fauche, pâturage, etc.) ;
- Les constructions et installations nécessaires à l'activité agricole ou forestière, non destinées à

une occupation humaine, **en zone rouge RP2 uniquement**, avec éléments justificatifs sur l'impossibilité de les réaliser ailleurs au regard du type de production et de la structure des exploitations concernées ;

- La création de remblais et les terrassements en pied de falaise en s'assurant de ne pas déstabiliser cette dernière.

### **II.3.3. Prescriptions concernant les projets autorisés**

- Toute demande de permis de construire devra être accompagnée d'un plan localisant le projet par rapport aux falaises ou affleurements générateurs d'aléa de chutes de blocs, en précisant si le projet se situe à l'amont ou l'aval des falaises ou affleurements et en désignant les façades aval et amont exposées ou non aux chutes de blocs ;
- Pour les projets situés en pied de falaise, les constructions autorisées devront être protégées par un système de protection implanté en amont de chacune des constructions envisagées. Ce système devra encaisser une énergie de 2000 kJ sur une hauteur minimale de 2 mètres. Cette prescription pourra faire l'objet d'adaptations si elle est argumentée par une étude trajectographique spécifique ;
- Pour les projets situés en pied de falaise, les toits dominés par les affleurements rocheux devront être renforcés de sorte à pouvoir résister à l'impact des blocs (exemple : réalisation d'une dalle renforcée en toiture). La création de pièces de vie directement sous un toit non renforcé de la sorte est interdite. Pour toute demande de ce type, le maître d'ouvrage fournira une coupe de terrain permettant de juger du niveau de la toiture par rapport à la falaise ;
- Pour les projets situés en pied de falaise, la création d'ouvertures de plus de 50 cm de côté (portes et fenêtres) est interdite sur les façades directement exposées, à un niveau inférieur à celui de la falaise. Seules sont autorisés les fenestrons d'aération de moins de 50 cm de côté sous réserve d'être équipés d'une grille de protection suffisamment résistante en acier. Pour toute demande de ce type, le maître d'ouvrage fournira une coupe de terrain permettant de juger du niveau des ouvertures par rapport à la falaise ;
- Pour les projets situés en tête de falaise, les eaux pluviales et usées devront être raccordées aux réseaux collectifs existants ou dirigées hors zone de risque de mouvements de terrain pour y être traitées ;
- Pour tout aménagement et/ou construction situé en tête de falaise et soumis à permis de construire, une étude géotechnique spécifique devra être réalisée par un bureau d'études spécialisé. Cette étude devra définir les conditions de réalisation du projet en tenant compte de l'aléa considéré (fondation, définition des protections à mettre en place, conditions de surveillance et d'entretien de ces protections, gestion des évacuations d'eau, etc.) ;
- Les travaux relatifs aux voies de circulation, aux réseaux et tout autre aménagement d'utilité publique devront être réalisés en tenant compte du risque de mouvements de terrain. Une étude géotechnique spécifique réalisée par un bureau d'études spécialisé devra définir les conditions de réalisation du projet en tenant compte de l'aléa considéré (fondations, confortement de falaise, définition des protections à mettre en place, conditions de surveillance et d'entretien de ces protections, gestion des évacuations d'eau, etc.) ;
- Tout changement de destination devra faire l'objet d'une étude technique spécifique ;
- Une attestation établie par l'architecte du projet ou par un expert agréé certifiera que les études techniques prescrites ci-dessus ont été réalisées et que le projet prend en compte leurs préconisations au stade de la conception ;
- Le stockage de matières dangereuses, explosives ou toxiques est interdit en pied de falaise et plus généralement en zone rouge RP3.



### **II.3.4. Prescriptions concernant les biens existants**

- Pour les projets situés en pied de falaise, la création d'ouvertures de plus de 50 cm de côté (portes et fenêtres) est interdite sur les façades exposées, à un niveau inférieur à celui de la falaise. Seules sont autorisés les fenestrons d'aération de moins de 50 cm de côté sous réserve d'être équipés d'une grille de protection suffisamment résistante en acier. Pour toute demande de ce type, le maître d'ouvrage fournira une coupe de terrain permettant de juger du niveau des ouvertures par rapport à la falaise ;
- Pour les projets situés en pied de falaise, la création de pièces de vie directement sous un toit non renforcé est interdite lorsque la toiture se situe à un niveau inférieur à celui de la falaise. Pour toute demande de ce type, le maître d'ouvrage fournira une coupe de terrain permettant de juger du niveau de la toiture par rapport à la falaise ;
- Pour les projets situés en tête de falaise, les rejets d'eaux pluviales et usées sont interdits. Toute évacuation de ce type devra être mise en conformité dans un délai de 2 ans à compter de la date d'approbation du PPRN, en se raccordant aux réseaux collectifs existants ou en dirigeant ces eaux hors zone de risque de mouvements de terrain pour y être traitées ;
- Pour les biens situés en tête de falaise, chaque propriétaire ou gestionnaire de réseaux fera procéder à un diagnostic de ses réseaux d'eaux potable, industrielles, agricoles, pluviales et usées dans un délai de 4 ans à compter de la date d'approbation du PPRN, en vue de déceler d'éventuelles fuites. Cette démarche vise à éviter toute infiltration en bordure de falaise.

Le cas échéant, il fera procéder aux réparations des fuites dans un délai maximum d'un an après le diagnostic.

Cette procédure devra se renouveler tous les 5 ans.

### **II.3.5. Recommandations concernant les biens existants**

- Pour les bâtiments situés en pied de falaise, il est conseillé d'équiper les ouvertures situées sur les façades exposées et à un niveau inférieur à celui des falaises de volets métalliques pouvant résister à des impacts de blocs ;
- Il est conseillé d'inspecter régulièrement les falaises du quai des Roches, du site Saint-Louis et de l'extrémité est du cordon rocheux des Arcivaux, afin de mieux prévenir toute menace de chutes de blocs, de permettre des actions préventives de purge et/ou de confortement et plus globalement de définir des mesures d'entretien courant des pans rocheux, dont une bonne maîtrise de la végétation. De fréquence annuelle, ces inspections visuelles pourraient se situer au printemps après les périodes de gel.

Il serait souhaitable de faire exercer cette surveillance par un même géologue géotechnicien, ce qui permettra de disposer d'informations homogènes entre elles.

Ce type de mission à la charge des propriétaires peut être réalisé sous convention par la commune.

## **TITRE III. RÉGLEMENTATION DES ZONES BLEUES**

### **CHAPITRE 1. ZONE BLEUE « BF1 » D'EFFONDREMENT DE CAVITÉ SOUTERRAINE**

**Sont concernées les zones BF1.**

#### **III.1.1. Occupation et utilisation du sol autorisées**

- Sont autorisés tous types de constructions et d'aménagements, sous réserve de ne pas aggraver le risque, à l'exception de ceux interdits au § III.1.2..

#### **III.1.2. Occupation et utilisation du sol interdites**

- La création de nouveau ERP toutes catégories confondues ;
- La création de sous-sols enterrés ;
- La création de piscines enterrées ou semi-enterrées (les piscines totalement hors sol sont autorisées) ;
- La reconstruction des biens sinistrés si l'origine des dommages a un lien avec le risque ayant entraîné le classement en zone bleue BF1 ;
- Les réseaux de distribution de gaz ;
- La ré-ouverture et la création de carrières.
- Les dépôts d'ordures et de tout autre type de matériaux de décharge sont interdits en dehors de ceux réalisés dans le cadre d'un remblai autorisé ;

#### **III.1.3. Prescriptions concernant les projets autorisés**

- Pour tout aménagement et/ou construction soumis à permis de construire, une étude géotechnique spécifique devra être réalisée par un bureau d'études spécialisé. Cette étude devra définir les conditions de réalisation du projet en tenant compte de l'aléa considéré (fondation, confortement voire comblement des vides sur l'ensemble de la propriété, gestion des réseaux, gestion des évacuations d'eau, etc.) ;
- Les travaux relatifs aux voies de circulation, aux réseaux et tout autre aménagement d'utilité publique devront être réalisés en tenant compte du risque de mouvements de terrain. Une étude géotechnique spécifique réalisée par un bureau d'étude spécialisé devra définir les conditions de réalisation du projet en tenant compte de l'aléa considéré (fondations, confortement voire comblement des vides sur l'ensemble de la propriété, gestion des réseaux, gestion des évacuations d'eau, etc.) ;
- Les rejets d'eaux pluviales et usées dans les carrières sont interdits. Ils devront être raccordés aux réseaux collectifs existants ou dirigés hors zone de risque de mouvements de terrain pour y être traités ;
- Tout comblement de cavité devra faire l'objet d'une étude technique préalable indiquant le type de matériaux à utiliser et les conditions de leur mise en œuvre ;
- Les dépôts d'ordures et de tout autre type de matériaux de décharges sont interdits en dehors de ceux réalisés dans le cadre d'un remblai autorisé ;
- Tout changement de destination devra faire l'objet d'une étude technique spécifique ;
- Une attestation établie par l'architecte du projet ou par un expert agréé certifiera que les études techniques prescrites ci-dessus ont été réalisées et que le projet prend en compte leurs préconisations au stade de la conception ;

- Toute utilisation de carrière en temps que champignonnière ou nouveau lieu de stockage de matériel devra faire l'objet d'une inspection géotechnique préalable qui déterminera, le cas échéant, les conditions d'occupation des lieux et la fréquence des visites de contrôle.

#### **III.1.4. Prescriptions concernant les biens existants**

- Les rejets d'eaux pluviales et usées dans les carrières sont interdits. Toute évacuation de ce type devra être mise en conformité dans un délai de 2 ans à compter de la date d'approbation du PPRN, en se raccordant aux réseaux collectifs existants ou en dirigeant ces eaux hors zone de risque de mouvement de terrain pour y être traitées ;
- Dans un délai de 4 ans à compter de la date d'approbation du PPRN, chaque propriétaire ou gestionnaire de réseaux fera procéder à un diagnostic de ses réseaux d'eaux potable, industrielles, agricoles, pluviales et usées, en vue de déceler d'éventuelles fuites. Cette démarche vise à éviter toute infiltration en direction des carrières.

Le cas échéant, il fera procéder aux réparations des fuites dans un délai maximum d'un an après le diagnostic.

Cette procédure devra se renouveler tous les 5 ans.

#### **III.1.5. Recommandations concernant les biens existants**

- Assurer la surveillance périodique et, le cas échéant, de mettre en œuvre les travaux proposés par les fiches individuelles de carrières (cahiers descriptifs des carrières).

Cette surveillance périodique devra s'attacher à noter toute évolution notable de l'état de stabilité des carrières (fissures, décollement de toit, comportements des piliers, mouvements de terrain récents, etc.).

Il serait souhaitable de faire exercer cette surveillance par un même géologue géotechnicien, ce qui permettra de disposer d'informations homogènes entre elles.

Ce type de mission à la charge des propriétaires peut être réalisé sous convention par la commune ;

- Il est conseillé de réglementer la circulation sur les tronçons de routes concernés par un risque d'effondrement de cavité souterraine en limitant par exemple le tonnage des véhicules autorisés à circuler. Les limitations des tonnages seront évaluées au cas par cas par un géotechnicien.

## **CHAPITRE 2. ZONE BLEUE « BF0 » D'EFFONDREMENT DE CAVITÉ SOUTERRAINE**

**Sont concernées les zones BF0.** On rappellera qu'il s'agit de cavités remblayées où peuvent subsister quelques vides résiduels.

### **III.2.1. Occupation et utilisation du sol autorisées**

Sont autorisés tous types de constructions et d'aménagements, y compris les ERP toutes catégories confondues, sous réserve de ne pas aggraver le risque.

### **III.2.2. Prescriptions concernant les projets autorisés**

- Pour tout aménagement et/ou construction soumis à permis de construire, une étude géotechnique spécifique devra être réalisée par un bureau d'études spécialisé. Cette étude devra définir les conditions de réalisation du projet en tenant compte de l'aléa considéré (fondations, confortement voire comblement des vides sur l'ensemble de la propriété, gestion des réseaux, gestion des évacuations d'eau, etc.). Les carrières étant comblées (donc inaccessibles) l'étude devra prévoir un mode de prospection permettant de détecter la présence de vides résiduels (sondages destructifs, microgravimétrie, etc.) et proposer une solution de comblement ou de confortement adéquat (injection de sable, de coulis de ciment, etc.) ;
- Les travaux relatifs aux voies de circulation, aux réseaux et tout autre aménagement d'utilité publique devront être réalisés en tenant compte du risque de mouvements de terrain. Une étude géotechnique spécifique réalisée par un bureau d'études spécialisé devra définir les conditions de réalisation du projet en tenant compte de l'aléa considéré (fondations, confortement voire comblement des vides sur l'ensemble de la propriété, gestion des réseaux, gestion des évacuations d'eau, etc.). L'étude devra prévoir un mode de prospection permettant de détecter la présence de vides résiduels (sondages destructifs, microgravimétrie, etc.) et proposer une solution de comblement ou de confortement adéquat (injection de sable, de coulis de ciment, etc.) ;
- Les rejets d'eaux pluviales et usées vers des vides résiduels sont interdits. Ils devront être raccordés aux réseaux collectifs existants ou dirigés hors zone de risque de mouvements de terrain pour y être traités ;
- Tout comblement de vide résiduel devra faire l'objet d'une étude technique préalable indiquant le type de matériaux à utiliser et les conditions de leur mise en œuvre ;
- Les dépôts d'ordures et de tout autre type de matériaux de décharges sont interdits en dehors de ceux réalisés dans le cadre d'un remblai autorisé ;
- Tout changement de destination devra faire l'objet d'une étude technique spécifique ;
- Une attestation établie par l'architecte du projet ou par un expert agréé certifiera que les études techniques prescrites ci-dessus ont été réalisées et que le projet prend en compte leurs préconisations au stade de la conception.

### **III.2.3. Prescriptions concernant les biens existants**

- Les rejets d'eaux pluviales et usées dans les carrières sont interdits. Toute évacuation de ce type devra être mise en conformité dans un délai de 2 ans à compter de la date d'approbation du PPRN, en se raccordant aux réseaux collectifs existants ou en dirigeant ces eaux hors zone de risque de mouvements de terrain pour y être traitées ;
- Les dépôts d'ordures et de tout autre type de matériaux de décharge sont interdits en dehors de ceux autorisés dans le cadre d'un remblai autorisé ;

- Dans un délai de 4 ans à compter de la date d'approbation du PPRN, chaque propriétaire ou gestionnaire de réseau fera procéder à un diagnostic de ses réseaux d'eaux potable, industrielles, agricoles, pluviales et usées, en vue de déceler d'éventuelles fuites. Cette démarche vise à éviter toute infiltration en direction des carrières.

Le cas échéant, il fera procéder aux réparations des fuites dans un délai maximum d'un an après le diagnostic.

Cette procédure devra se renouveler tous les 5 ans.

## **CHAPITRE 3. ZONE BLEUE « BP » DE CHUTES DE BLOCS**

**Sont concernées les zones BP.**

### **III.3.1. Occupation et utilisation du sol autorisées**

- Sont autorisés tous types de constructions et d'aménagements, sous réserve de ne pas aggraver le risque, à l'exception de ceux interdits au § III.3.2..

### **III.3.2. Occupation et utilisation du sol interdites**

- La création de nouveaux ERP toutes catégories confondues ;
- La ré-ouverture et la création de carrières.

### **III.3.3. Prescriptions concernant les projets autorisés**

- Toute demande de permis de construire devra être accompagnée d'un plan localisant le projet par rapport aux falaises ou affleurements générateurs d'aléa de chutes de blocs, en précisant si le projet se situe à l'amont ou l'aval des falaises ou affleurements et en désignant les façades aval et amont exposées ou non aux chutes de blocs ;
- Pour les projets situés en pied de falaise, les constructions autorisées devront être protégées par un système de protection implanté en amont de chacune des constructions envisagées. Ce système devra encaisser une énergie de 1000 kJ sur une hauteur minimale de 2 mètres. Cette prescription pourra faire l'objet d'adaptations si elle est argumentée par une étude trajectographique spécifique ;
- Pour les projets situés en pied de falaise, la création d'ouvertures de plus de 50 cm de côté est interdite sur les façades directement exposées, à un niveau inférieur à la moitié de la hauteur de la falaise. Seules sont alors autorisés les fenestrons d'aération de moins de 50 cm de côté sous réserve d'être équipés d'une grille de protection suffisamment résistante en acier. Les portes devront être déportées sur des façades non exposées. Pour toute demande de ce type, le maître d'ouvrage fournira une coupe de terrain permettant de juger du niveau des ouvertures par rapport à la falaise ;
- Pour les projets situés en tête de falaise, les eaux pluviales et usées devront être raccordées aux réseaux collectifs existants ou dirigées hors zone de risque de mouvements de terrain pour y être traitées ;
- Pour tout aménagement et/ou construction situé en tête de versant et soumis à permis de construire, une étude géotechnique spécifique devra être réalisée par un bureau d'études spécialisé. Cette étude devra définir les conditions de réalisation du projet en tenant compte de l'aléa considéré (fondations, confortement de falaise, définition des protections à mettre en place, conditions de surveillance et d'entretien de ces protections, gestion des évacuations d'eau, etc.) ;
- Les travaux relatifs aux voies de circulation, aux réseaux et tout autre aménagement d'utilité publique devront être réalisés en tenant compte du risque de mouvements de terrain. Une étude géotechnique spécifique réalisée par un bureau d'études spécialisé devra définir les conditions de réalisation du projet en tenant compte de l'aléa considéré (fondations, confortement de falaise, définition des protections à mettre en place, conditions de surveillance et d'entretien de ces protections, gestion des évacuations d'eau, etc.) ;
- Tout changement de destination devra faire l'objet d'une étude technique spécifique ;
- Une attestation établie par l'architecte du projet ou par un expert agréé certifiera que les

études techniques prescrites ci-dessus ont été réalisées et que le projet prend en compte leurs préconisations au stade de la conception ;

- Le stockage de matières dangereuses, explosives ou toxiques en pied de falaise.

#### **III.3.4. Prescriptions concernant les biens existants**

- Pour les projets situés en pied de falaise, la création d'ouvertures de plus de 50 cm de côté (portes et fenêtres) est interdite sur les façades exposées à un niveau inférieur à la moitié de la hauteur de la falaise. Seules sont autorisés les fenestrons d'aération de moins de 50 cm de côté sous réserve d'être équipés d'une grille de protection suffisamment résistante en acier. Pour toute demande de ce type, le maître d'ouvrage fournira une coupe de terrain permettant de juger du niveau des ouvertures par rapport à la falaise ;
- Pour les projets situés en tête de falaise, les rejets d'eaux pluviales et usées sont interdits. Toute évacuation de ce type devra être mise en conformité dans un délai de 2 ans à compter de la date d'approbation du PPRN, en se raccordant aux réseaux collectifs existants ou en dirigeant ces eaux hors zone de risque de mouvements de terrain pour y être traitées ;
- Pour les biens situés en tête de falaise, chaque propriétaire ou gestionnaire de réseaux fera procéder à un diagnostic de ses réseaux d'eaux potable, industrielles, agricoles, pluviales et usées dans un délai de 5 ans à compter de la date d'approbation du PPRN, en vue de déceler d'éventuelles fuites. Cette démarche vise à éviter toute infiltration en bordure de falaise.

Le cas échéant, il fera procéder aux réparations des fuites dans un délai maximum d'un an après le diagnostic.

Cette procédure devra se renouveler tous les 5 ans.

#### **III.3.5. Recommandations concernant les biens existants**

- Pour les bâtiments situés en pied de falaise, il est conseillé d'équiper les ouvertures situées sur les façades exposées et à un niveau inférieur à la moitié de la hauteur des falaises, de volets métalliques pouvant résister à des impacts de blocs ;
- Il est conseillé d'inspecter régulièrement les falaises du quai des Roches, du site Saint-Louis, du chemin des Carrières De La Croix et de l'extrémité est du cordon rocheux des Arcivaux, afin de mieux prévenir toute menace de chutes de blocs, de permettre des actions préventives de purge et/ou de confortement et plus globalement de définir des mesures d'entretien courant des pans rocheux, dont une bonne maîtrise de la végétation. De fréquence annuelle, ces inspections visuelles pourraient se situer au printemps après les périodes de gel.

Il serait souhaitable de faire exercer cette surveillance par un même géologue géotechnicien, ce qui permettra de disposer d'informations homogènes entre elles.

Ce type de mission à la charge des propriétaires peut être réalisé sous convention par la commune.

## **CHAPITRE 4. ZONE BLEUE « BG » DE GLISSEMENT DE TERRAIN**

**Sont concernées les zones BG.**

### **III.4.1. Occupation et utilisation du sol autorisées**

Sont autorisés tous types de constructions et d'aménagement, y compris les ERP toutes catégories confondues, sous réserve de ne pas aggraver le risque et à l'exception de ceux interdits au § III.4.2..

### **III.4.2. Occupation et utilisation du sol interdite**

- La création et l'exploitation de carrières.

### **III.4.3. Prescriptions concernant les projets autorisés**

- Les eaux pluviales et usées devront être raccordées aux réseaux collectifs existants ou, dans la mesure du possible, dirigées hors zone de risque de mouvements de terrain pour y être traitées.  
Si aucune des deux solutions n'est envisageable, la demande de permis sera accompagnée d'une étude géologique proposant une solution de traitement individuel compatible avec le risque de mouvements de terrain affiché et n'aggravant pas ce risque ;
- Pour tout aménagement et/ou construction soumis à permis de construire, une étude géotechnique spécifique devra être réalisée par un bureau d'études spécialisé. Cette étude devra définir les conditions de réalisation du projet en tenant compte de l'aléa considéré (fondations, drainage éventuel, conditions de terrassement, gestion des évacuations d'eau, etc.) ;
- Les travaux relatifs aux voies de circulation, aux réseaux et tout autre aménagement d'utilité publique devront être réalisés en tenant compte du risque de mouvements de terrain. Une étude géotechnique spécifique réalisée par un bureau d'études spécialisé devra définir les conditions de réalisation du projet en tenant compte de l'aléa considéré (fondations, drainage éventuel, conditions de terrassement, gestion des évacuations d'eau, etc.) ;
- Tout changement de destination devra faire l'objet d'une étude technique spécifique ;
- En cas d'absence de réseaux collectifs, une étude géologique proposera une solution d'assainissement individuel pour les eaux pluviales et usées compatible avec le risque de mouvements de terrain affiché et n'aggravant pas ce risque ;
- Une attestation établie par l'architecte du projet ou par un expert agréé certifiera que les études techniques prescrites ci-dessus ont été réalisées et que le projet prend en compte leurs préconisations au stade de la conception.

### **III.4.4. Recommandations concernant les biens existants**

- Il est conseillé pour les propriétaires et les gestionnaires de réseaux de faire procéder à un diagnostic de leurs canalisations d'eaux potable, industrielles, agricoles, pluviales et usées en vue de déceler d'éventuelles fuites, et de procéder aux réparations. Cette démarche vise à éviter toute infiltration pouvant saturer le terrain.  
Un renouvellement de cette procédure est conseillé tous les 5 ans ;
- A défaut d'obligation à un raccordement à un réseau collectif, il est conseillé d'adapter la filière en place au risque de mouvements de terrain affiché en faisant réaliser préalablement une étude géologique dans ce sens.



<b>TITRE IV. RÉGLEMENTATION DES ZONES BLANCHES</b>
--

Dans les zones blanches (zones d'aléa négligeable) les projets doivent être réalisés dans le respect des règles de l'art et des autres réglementations éventuelles.

Par conséquent, dans le cadre de la réalisation d'un projet routier et/ou d'urbanisme une étude de sol diligentée par un bureau d'étude compétent est fortement conseillée.

De même, pour tous projets nouveaux dans les zones blanches situées en amont de zones bleues ou rouges de mouvements de terrain, la réalisation d'une étude d'assainissement est vivement recommandée en l'absence de réseaux collectifs.

<b>TITRE V. DÉCOUVERTE DE NOUVELLES CAVITÉS</b>
---

En cas de découverte de cavités souterraines (non identifiées par le PPRN), en particulier en zone blanche, il conviendra d'appliquer les mêmes règlements et prescriptions qu'en zones Rouge « R » ou Bleue « B ».

En conséquence, une étude spécifique sera diligentée par le pétitionnaire afin de faire préciser, selon les principes du présent PPRN, la nature et l'intensité de l'aléa et le type de règlement applicable.

Ces nouvelles cavités devront obligatoirement faire l'objet d'une déclaration en mairie sans délai.

## **TITRE VI. MESURES DE PRÉVENTION, DE PROTECTIONS ET DE SAUVEGARDES**

### **CHAPITRE 1. MESURES DE PRÉVENTION**

#### **VI.1.1. Information des citoyens**

L'article L125-2 du Code de l'Environnement précise les modalités obligatoires d'information que le public est en droit d'attendre, dans le domaine des risques majeurs.

- Le **Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM)** réalisé par la préfecture présente les phénomènes et leurs conséquences prévisibles pour les personnes, les biens et l'environnement au niveau départemental. Le DDRM souligne l'importance des enjeux exposés. Il mentionne les mesures collectives de prévention, de protection et de sauvegarde mises en œuvre. Il doit être réactualisé tous les 5 ans.
- Le **Document d'Information Communal sur les Risques Majeur (DICRIM)** doit être réalisé par la mairie dans un délai de 2 ans suivant l'approbation du présent PPRN en reprenant les informations transmises par la préfecture. La mairie doit informer le public de l'existence de ce document par avis affiché à la mairie.
- Les maires des communes où a été prescrit ou approuvé un PPRN ont l'obligation **d'informer la population au moins une fois tous les 2 ans**, par tous moyens appropriés, sur les caractéristiques du ou des risques naturels connus sur la commune, les mesures de prévention et de sauvegarde possibles, les dispositions du Plan Communal de Sauvegarde (PCS), les modalités d'alerte, l'organisation des secours, les mesures prises par la commune pour gérer le risque, ainsi que sur les garanties prévues à l'article 125-1 du Code des Assurances.

#### **VI.1.2. Information des acquéreurs et locataires**

L'article L125-5 du code de l'environnement fait obligation au Préfet de fournir aux maires des communes sur le territoire desquelles a été prescrit ou approuvé un PPRN, la connaissance en matière de risques naturels et technologiques, afin que ceux-ci puissent tenir ces informations à disposition des vendeurs et bailleurs de biens immobiliers.

### **CHAPITRE 2. MESURES DE PROTECTION**

Le propriétaire d'un site est responsable des dommages causés à un tiers par le fait des biens qu'il a sous sa garde (article 1384 du code civil).

Le maire, de part les pouvoirs de police qu'il détient en application de l'article L.2211-1 et suivant du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) peut cependant se substituer au propriétaire en cas de carence de ce dernier (article L.2212-2-5 du CGCT). En cas de danger grave ou imminent, le maire est aussi chargé de prescrire « les mesures de sureté exigées par les circonstances » (article L.2212-4 du CGCT).

De plus, le représentant de l'État peut intervenir en cas de carence du maire et, de plus, est seul compétent pour prendre toute mesure à vocation intercommunale (article L.2215-1 du CGCT).

Enfin, selon l'article R123-3 du Code de la Construction et de l'Habitation, « les constructeurs et exploitants des établissements recevant du public sont tenus, tant au moment de la construction

qu'au cours de l'exploitation, de respecter les mesures de préventions et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes ».

### **CHAPITRE 3. MESURES DE SAUVEGARDE**

#### **VI.3.1. L'affichage des consignes de sécurité**

L'affichage des consignes de sécurité figurant dans le DICRIM devra être réalisé dans un délai d'un an suivant la publication du DICRIM, dans les bâtiments visés à l'article R.125-14 du Code de l'environnement.

Cet affichage concerne les :

- établissements recevant du public, au sens de l'article R. 123-2 du code de la construction et de l'habitation, lorsque l'effectif du public et du personnel est supérieur à cinquante personnes ;
- immeubles destinés à l'exercice d'une activité industrielle, commerciale, agricole ou de service, lorsque le nombre d'occupants est supérieur à cinquante personnes ;
- terrains aménagés permanents pour l'accueil des campeurs et le stationnement des caravanes soumis à permis d'aménager en application de l'article R. 421-19 du code de l'urbanisme, lorsque leur capacité est supérieure soit à cinquante campeurs sous tente, soit à quinze tentes ou caravanes à la fois ;
- locaux à usage d'habitation regroupant plus de quinze logements.

#### **VI.3.2. Le plan communal de sauvegarde PCS**

La loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile impose entre autres aux maires des communes dotées d'un PPRN approuvé ou comprises dans le champ d'application d'un Plan Particulier d'Intervention (PPI), la réalisation d'un Plan Communal de Sauvegarde (PCS) dans un délai de 2 ans.

#### **VI.3.3. Code d'alerte national et obligations d'information**

En application de la loi n°2004-811 du 13 août 2004 portant modernisation de la protection civile, le décret n°2005-1269 du 12 octobre 2005 définit les mesures destinées à alerter et informer la population en toutes circonstances, soit d'un accident, d'un sinistre ou d'une catastrophe au sens de la loi du 13 août 2004 susvisée, et détermine les obligations auxquelles sont assujettis les services de radio et de télévision.

Il impose aussi aux détenteurs de dispositifs d'alerte de s'assurer de leur bon fonctionnement, notamment par des inspections et essais périodiques.